

JEAN-LUC MÉLENCHON, DU LAMBERTISME AU SOUVERAINISME

Dans son dernier livre, paru en septembre¹, Jean-Luc Mélenchon cherche à se poser, à travers sa biographie, comme la seule alternative crédible à gauche pour l'élection présidentielle à venir.

Avant d'entrer dans l'analyse de ce long roman personnel, une précaution s'impose.

En effet, il n'est pas dans notre habitude de dénigrer systématiquement les courants politiques avec lesquels nous militons dans les syndicats, les associations ou les collectifs divers. En revanche, nous n'hésitons pas à exercer un regard critique, d'ailleurs autant sur notre propre action que sur celles de nos éventuels partenaires et alliés. C'est dans cette optique que nous souhaitons interpeller nos camarades du Parti de Gauche et les militants de *La France insoumise* sur les implications des prises de position affichées par Jean-Luc Mélenchon dans cet ouvrage. Les enjeux en effet ne sont pas minces.

Derrière Jean-Luc Mélenchon, le fantôme de Mitterrand : une référence pour la lutte des classes ?

Une grande partie du livre évoque les souvenirs affectueux de Jean-Luc Mélenchon envers Mitterrand, de l'époque où il avait le privilège d'être reçu à l'Élysée². Nous savons que Jean-Luc Mélenchon avait entamé sa carrière politique dans le militantisme lambertiste, et que cette organisation, l'OCI (Organisation communiste internationaliste) avait appelé à voter Mitterrand dès le premier tour de l'élection présidentielle de 1981. Rappelons qu'à l'époque, les deux autres groupes trotskystes avaient présenté des candidats (Lutte ouvrière, avec Arlette Laguiller) ou cherché à le faire (la Ligue communiste révolutionnaire, avec Alain Krivine, qui avait été présent en 1969 et en 1974, mais à qui il manqua cette fois quelques parrainages). En effet, pour LO et la LCR, à l'encontre de la position de l'OCI il était complètement hors de question de donner un chèque en blanc à Mitterrand, dont le passé politique n'avait été pendant longtemps ni révolutionnaire, on s'en doute, ni même socialiste : en effet, décoré de la francisque par Pétain, tardivement converti à la Résistance, onze fois ministre de la IV^e République, donc assumant sans complexe les deux conflits de décolonisation, la guerre d'Indochine et la guerre d'Algérie (en tant que Garde des Sceaux, il laissa même guillotiner le militant communiste Fernand Yveton, qui s'était solidarisé du FLN algérien). De fait, son prestige auprès des militants de gauche écœurés du ralliement des socialistes SFIO³ de Guy Mollet à de Gaulle en 1958 ne résulta que de son opposition franche au coup d'État du 13 mai, à Gaulle et à la Constitution de la V^e République⁴.

C'est à cette époque que Mitterrand, qui n'était alors que le dirigeant d'un regroupement des multiples clubs de politiciens vaguement de gauche, la Convention des Institutions Républicaines, mit au point sa stratégie de conquête du pouvoir. Dans un premier temps, il s'occupa de regrouper la gauche non-communiste, d'abord dans la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste (FGDS), rampe de lancement de sa candidature à la présidentielle de décembre 1965, qui le verra affronter de Gaulle au second tour, puis dans le nouveau Parti socialiste, fondé sur les débris de la vieille SFIO en 1971 (congrès d'Épinay). Une fois cette étape franchie, le PS, s'appuyant sur le Programme commun de gouvernement (1972), siphonnera peu à peu l'électorat communiste, qui lui avait pourtant servi de marchepied en 1965. C'est ce projet qui triompha lors

1 : Jean-Luc Mélenchon, *Le choix de l'insoumission, entretien biographique avec Marc Endeweld*, Éditions du Seuil.

2 : Il ménage également beaucoup son ex-camarade du PS - ex-trotskyte lui aussi-, Lionel Jospin, dont il minimise sciemment l'ampleur des privatisations, qui furent une des causes de son élimination du second tour de la présidentielle de 2002. Il est vrai que Jean-Luc Mélenchon faisait à l'époque partie du gouvernement Jospin, qui comprenait aussi trois ministres communistes et des Verts.

3 : Section Française de l'Internationale Ouvrière, nom du Parti socialiste français depuis 1905.

4 : Dans un ouvrage paru en 1964, *Le coup d'État permanent*, Mitterrand dénonça l'autoritarisme du système de domination bonapartiste du général de Gaulle.

des deux septennats successifs de Mitterrand, le poids politique du PCF se réduisant comme peau de chagrin de 21,5 % (Duclos à la présidentielle de 1969) à 8,6 % (Robert Hue en 1995), avant de descendre au plancher historique de 2007 (les 1,9 % de Marie-George Buffet).

Rappelons au passage que si Mitterrand peut être crédité - via le Programme commun - de l'abolition de la peine de mort et de la retraite à 60 ans, on ne peut oublier l'abandon des 35 h pour les 39 h (et encore il fallut les grèves de janvier 1982 pour qu'elles soient payées sans baisse de salaire), le blocage des salaires et l'austérité à partir de 1983, le traité de Maastricht en 1992, le sabotage meurtrier du Rainbow Warrior de Greenpeace par nos glorieux services secrets en 1985, le soutien à Ronald Reagan pour l'installation des missiles Pershing en Europe et la participation active de la France à la première guerre du Golfe en 1991.

La référence appuyée à Mitterrand dans *Le choix de l'insoumission* fait-elle écho au refus par Jean-Luc Mélenchon de reconduire le Front de Gauche, l'alliance fondée pour les Européennes de 2009 entre le PCF, le PG et d'autres groupes de gauche ? On ne peut s'empêcher d'y penser, tant la nouvelle démarche de Jean-Luc Mélenchon est clairement affichée : un candidat autoproclamé, dans le plus pur style caudilliste, qui entretient une relation privilégiée avec *le peuple*. De fait, Jean-Luc Mélenchon assume son « leadership » (page 82), même s'il affirme n'avoir pas aimé qu'on crie son nom dans les meetings de la campagne de 2012. Et la campagne de *La France insoumise*, du coup, clive le PCF, partagé entre partisans d'une campagne identitaire (autour du député André Chassaigne), militants déjà engagés dans le sillage de Jean-Luc Mélenchon (dont l'ancienne secrétaire générale Marie-George Buffet), et tenants de l'appareil pour qui l'essentiel est de sauver le groupe parlementaire communiste à l'Assemblée, fut-ce au prix d'alliances à géométrie variable selon les circonscriptions, depuis la gauche socialiste... jusqu'au NPA (!). Ce choix divise aussi le 3^e groupe de l'ex-Front de Gauche, Ensemble, qui se détermine lui aussi en ce moment autour de trois possibilités (soutien sans réserves à Jean-Luc Mélenchon, soutien avec réserves, continuer à rechercher une solution de rassemblement).

Les pronostics des sondages semblent valider la tactique de Jean-Luc Mélenchon : ils le créditent en effet de 12 à 15,5 % des suffrages exprimés, devançant nettement les éventuels candidats du PS, mais réduisant aussi d'autant l'espace des candidatures de la gauche révolutionnaire (1 à 1,5 % pour Nathalie Artaud de LO, 1,5 à 2 % pour Philippe Poutou), certes, mais surtout celui d'une candidature autonome du PCF. C'est pourtant ce dernier choix de vient d'effectuer la conférence nationale du PCF réunie ce samedi 5 novembre...

Mais admettons donc que la stratégie de cavalier seul de *La France insoumise* soit la seule issue possible à la paralysie du Front de Gauche, tirillé depuis des années entre la stratégie traditionnelle d'union de la gauche (donc y compris avec les éléments les plus droitiers du PS, sans parler des reliquats du radicalisme) véhiculée d'élection en élection par le PCF au moins depuis 1962⁵, et le projet antilibéral (mais pas franchement anticapitaliste) du PG et d'Ensemble. La question qui vient alors est : pour quelle politique intérieure et extérieure ?

Le souverainisme : une impasse délétère pour le mouvement ouvrier et social

Quand il évoque la situation internationale, Jean-Luc Mélenchon se dit « hostile à l'impérialisme américain », qu'il juge « responsable du désordre du monde ». Serait-il internationaliste ? Pas vraiment, ou plutôt c'est un internationalisme à géométrie variable : solidaire des peuples et des gouvernements anti-impérialistes d'Amérique latine⁶ face précisément aux Etats-Unis, il se déclare « indépendantiste français »⁷ face à l'Union

5 : Sans parler du Front populaire de 1936, dont l'alliance avec le Parti radical impliquait pour le PC l'abandon des luttes antimilitaristes et anticolonialistes portées jusque là par la Section française de l'Internationale communiste...

6 : Jean-Luc Mélenchon cite Lula, l'ancien leader des métallos qui a pourtant mal fini en président social-libéral, mais aussi Chavez, qu'il dit avoir découvert après le coup d'État raté de la droite vénézuélienne en 2002.

européenne et aux USA. Il veut ainsi sortir de l'OTAN, ce qui est cohérent avec son analyse de la « politique impériale » américaine, et se situe donc dans la lignée gaulliste en multipliant les références à l'ancien premier ministre Villepin.

Certes il voit bien que le capitalisme s'est financiarisé, internationalisé, mais il en conclut au repli sur la nation, sur la République (qu'il juge contradictoire par nature avec le libéralisme⁸ - si seulement c'était vrai !), l'ennemi principal étant pour lui - comme pour Chevènement, qu'il invoque à plusieurs reprises - « le capital financier allemand » (page 338). Certes également, il estime à juste titre que la construction européenne est « une idée progressiste » (page 346), ce qui lui permet de rappeler les « plaidoyers » de Victor Hugo en sa faveur, mais aussi de... Léon Trotski (il n'aura pas été membre de l'OCI pour rien). Néanmoins, il s'enferme dans l'exaltation de la puissance de la France⁹ et part dans un délire géopolitique où il se réclame même de la « *realpolitik* »¹⁰, tant décriée pour son cynisme, en expliquant crûment que la Russie est notre « partenaire *naturel* »¹¹. Là, on commence à s'inquiéter, car Jean-Luc Mélenchon parle bien de la Russie de Poutine, qui n'est pas spécialement un modèle de progressisme ni de démocratie. Faut-il passer ce « détail » par pertes et profits, et l'Allemagne serait-elle donc redevenue une sorte « d'ennemi *naturel* », comme en 1914 ? On ne nous donne pas la réponse... mais nous savons ce qu'a donné la ralliement du Parti socialiste français à l'Union sacrée en 1914 : prolétaires de tous les pays, égorgez-vous !

Par ailleurs, face à la désindustrialisation, Jean-Luc Mélenchon affirme qu'il faut « mettre en place un protectionnisme solidaire aux frontières de l'Europe »¹², et que si l'Union européenne le refuse, alors « la France quittera l'Union », appliquant la maxime « Cette Europe [devenue « une dépendance du gouvernement allemand »], on la change ou on la quitte »¹³.

Bien sûr, il affirme aussi qu'il y a « un point qui ne se discute pas [...], celui des acquis sociaux, des services publics »... mais pour ajouter, immédiatement après : « et de notre indépendance stratégique »¹⁴. Certes Jean-Luc Mélenchon ne précise pas s'il veut parler de la force de frappe nucléaire si chère à de Gaulle et à ses successeurs, gaullistes ou socialistes, mais si tel était le cas, ce serait contradictoire avec la position du PG, qui est hostile au nucléaire civil, car on sait qu'il n'y a pas de bombe atomique possible sans production de plutonium dans les centrales...

Cependant, la contradiction principale dans tout ce discours souverainiste tient surtout au fait que, dans le même temps, Jean-Luc Mélenchon se réclame toujours - au-delà du militantisme trotskyste de sa jeunesse¹⁵ - d'idéaux socialistes par des références à la social-démocratie et à *L'Internationale*.... En cela, et quand il décrit

8 : Page 348. Voir à ce sujet la mise au point de Michèle Riot-Sarcey dans *l'Humanité* du vendredi 4 novembre sur les prétendues « valeurs de la République ».

9 : Page 328.

10 : L'expression est utilisée page 329.

11 : Page 330. Jean-Luc Mélenchon affirme aussi page 326 que « la Russie n'est pas responsable du danger de guerre en Ukraine », ce qui est strictement le point de vue de Vladimir Poutine, et (page 234) qu'elle est plus efficace que les Américains en Syrie... Les habitants d'Alep-est apprécieront...

12 : Page 336.

13 : Page 330.

14 : Page 337.

15 : Rappelons au passage que l'OCI n'était pas connue pour être la plus fine dans ses analyses politiques, ni la plus unitaire dans sa pratique, n'hésitant pas à attaquer physiquement les militants de la LCR, notamment, à Paris dans les années 70... Jean-Luc Mélenchon dit avoir quitté l'OCI dans les années 70. Il a adhéré au PS en 1976 et en a démissionné fin 2008 pour créer le Parti de Gauche.

correctement les causes de la montée partout en Europe « du nationalisme et de la xénophobie »¹⁶, il nous est évidemment plus sympathique que les Marine Le Pen ou Dupont-Aignan, qui sont de toute évidence à l'autre bout de l'échiquier politique français. Mais comment ce bricolage attrape-tout et ambigu de type thorézo-marchaisien, alliant *La Marseillaise* des Versaillais et *L'Internationale* des Communards, s'il plaira peut-être aux nostalgiques du grand PCF de 1936 et des années 50-60, peut-il être utile aux luttes actuelles des salarié-e-s, en France et dans le reste de l'Europe et du monde ?

Sortir de l'Europe ou du capitalisme ?

Certes, le problème majeur posé à la classe ouvrière, conçue au sens marxiste comme l'ensemble des travailleurs salarié-e-s, exploité-e-s et opprimé-e-s, aujourd'hui majoritaire sur notre planète, vient du pouvoir démultiplié des multinationales. Celles-ci - qui ne sont pas seulement américaines ou allemandes, comme le clame Jean-Luc Mélenchon, mais aussi *bien françaises* - font la pluie et le beau temps dans l'économie mondiale, fermant une usine ici pour en ouvrir une autre, à des milliers de kilomètres pour grappiller quelques points de taux de profit supplémentaires. Mais dans ces conditions, l'issue ne serait-elle pas, plutôt que dans le repli hexagonal et les mesures protectionnistes, génératrices de conflits inter-étatiques qui ont mené par le passé à de nombreuses guerres, dans la coordination internationale des luttes, des grèves, des mouvements sociaux, comme c'était précisément l'objectif de la Première Internationale, l'Association Internationale des Travailleurs à laquelle Karl Marx a participé et dont il a écrit plusieurs textes fondamentaux à partir de 1864 ?

Pour peser contre les décisions du capital financier, l'heure ne serait-elle donc pas plutôt à la refondation d'une nouvelle internationale anticapitaliste - et pas seulement antilibérale¹⁷, voire altermondialiste - des salarié-e-s, des opprimé-e-s, qui aurait tiré les leçons de la faillite de l'Internationale socialiste en 1914 et de celle de l'Internationale communiste bureaucratisée par Staline ? Mais cela impliquerait d'analyser la situation sociale française aussi en termes de lutte de classes et d'exploitation capitaliste - des expressions que Jean-Luc Mélenchon n'emploie pratiquement jamais, car cela signifierait que la France - cette belle République des Droits de l'Homme - est aussi une puissance impérialiste. Une telle analyse serait aussi contradictoire avec l'exaltation de la puissance française, notamment son exceptionnelle Zone économique exclusive (ZEE) maritime¹⁸, qui ne l'est que parce qu'elle résulte du maintien de la présence française dans les « confettis de l'empire », c'est-à-dire les restes de feu l'Empire colonial : Nouvelle-Calédonie, Polynésie, Antilles, et les multiples îles de l'Océan indien... À propos, que pense Jean-Luc Mélenchon de l'éventuelle accession à l'indépendance des populations kanaks, question en suspens depuis plusieurs décennies ?

De plus, jamais dans ce livre n'est évoquée l'idée d'une autre répartition des richesses, qui même sans s'attaquer frontalement à la grande propriété capitaliste prendrait sur les profits des actionnaires au moins la part du revenu national qu'ils ont grignotée aux dépens des salarié-e-s depuis une trentaine d'années. Rien non plus pour tirer les leçons des nombreuses luttes pour les retraites¹⁹, les salaires ou pour l'emploi de ces dernières années : ainsi, la lutte contre la loi El Khomri, pourtant l'évènement social majeur du printemps dernier, n'est évoquée qu'une fois²⁰, sans aucune critique de l'inefficacité de la stratégie des journées d'action à

16 : Page 325.

17 : L'insuffisance de l'antilibéralisme tient précisément à ce qu'il ne s'attaque qu'aux « excès » du capitalisme (« l'Ubercapitalisme », cité par Jean-Luc Mélenchon page 220) et ne prend pas le problème à la racine : la propriété privée des grands moyens de production et d'échange. Ainsi, par exemple, dans le programme du Front de Gauche de 2012, *L'Humain d'abord*, la socialisation complète du système bancaire n'est pas envisagée.

18 : Évoquée page 330.

19 : Brièvement mentionnées en haut de la page 318.

20 : Pages 317-318. Jean-Luc Mélenchon reprend à juste titre, à la page 358 de son livre, le slogan « séparation du Medef et de l'État ».

répétition des centrales syndicales. L'explication nous est livrée page 322 : Jean-Luc Mélenchon nous révèle ainsi qu'il est « passé à une autre stratégie », qui consiste à « fédérer le peuple », « en passant du clivage gauche-droite à celui qui oppose l'oligarchie au peuple, en passant de l'intérêt de classe à l'intérêt général humain ». Le choix est clairement exprimé, mais quel est le visage concret de cette oligarchie, nous ne le saurons pas à ce stade... La seule chose qui soit sûre, c'est que Jean-Luc Mélenchon privilégie la révolution par les urnes, la révolution citoyenne qui obligerait par le seul vote les 1 % qui dominent l'économie mondiale (la *caste* selon Podemos) à se plier magiquement à la volonté des 99 % (le *peuple fédéré* par le *tribun*²¹ selon Jean-Luc Mélenchon). Et pourtant, il le sait bien, comme le montre l'expérience du coup d'État sanglant de Pinochet contre le gouvernement légal d'Allende au Chili en 1973, la bourgeoisie n'hésite pas à violer sa propre légalité quand ses intérêts fondamentaux sont remis en cause. Et face à une telle éventualité, on le sait, il n'y a pas d'autre solution que de s'appuyer sur la mobilisation du mouvement ouvrier organisé, de ses syndicats, de ses partis politiques, dont Jean-Luc Mélenchon ne veut pas entendre parler dans sa campagne.

On en revient donc ainsi au point de départ : dans l'optique de Jean-Luc Mélenchon, il y a trois éléments qui ressortent, l'oligarchie, le peuple, et lui-même, ce qui est cohérent avec son hostilité patente à la « forme-parti »²². Disons-le tout de suite : à cette analyse, nous préférerons le couplet de l'Internationale : *Il n'est pas de sauveur suprême, ni Dieu ni César ni tribun, producteurs, sauvons-nous nous-mêmes, etc...*

Et pour terminer, à l'heure où des centaines de réfugiés périssent en Méditerranée, où des milliers d'entre eux sont ballottés de camp en camp, de centre d'accueil en centre de rétention, interrogeons-nous aussi sur la phrase qu'il prononce à propos des migrants : « Personne ne peut aller et venir comme il l'entend et s'installer où il veut, je n'y crois pas une seconde²³ ». Certes, c'est heureux, Jean-Luc Mélenchon refuse l'idée de « mettre les gens à la mer », mais il exprime simultanément une sorte de rejet symétrique à la fois des racistes qui en sont partisans et des militants de la liberté de circulation et d'installation, dont nous sommes. Lui se positionne dans une sorte de « juste milieu », affirmant que « *leur revendication [aux migrants] n'est pas : « Nous voulons nous installer là où nous voulons »*. *Leur demande c'est plutôt : « Nous voulons vivre là où nous sommes »*. Mais est-ce en maintenant fermées nos frontières et en prétendant mettre fin aux guerres *un jour* que l'on viendra *aujourd'hui* en aide aux réfugiés syriens, afghans, érythréens, etc., qui frappent aux portes de l'Europe ? Et précisément, la Realpolitik dont se réclame Jean-Luc Mélenchon nous apprend que les guerres sont là, de plus en plus nombreuses et meurtrières au Proche-Orient ces dernières années, et que si par extraordinaire une intervention de l'ONU, que Jean-Luc Mélenchon considère comme l'arbitre indispensable des conflits, y était proposée non seulement contre Daech, mais aussi contre Assad, le bourreau du peuple syrien, elle serait rendue impossible au Conseil de Sécurité par le veto du président-dictateur de l'État russe, notre prétendu « allié naturel »...

Angers, le 7 novembre 2016

21 : Le terme est utilisé page 323.

22 : Pages 310-311. Il évoque la campagne présidentielle de 2012 comme « la première tentative pour installer un nouveau courant progressiste en France. Pas un courant enfermé dans un parti, mais un courant émanant de la population ». C'est précisément le profil de *La France insoumise*.

23 : Pages 359-360.